



PREFET D'EURE-ET-LOIR

Arrêté préfectoral n° DRCL-BICCL-2016358-0002

Signé par

Nicolas QUILLET, Préfet d'Eure-et-Loir

le 23 décembre 2016

**28 – Préfecture d'Eure-et-Loir
DRCL – Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'Intercommunalité, du conseil et du contrôle de légalité**

Arrêté préfectoral portant modification des statuts
de la communauté d'agglomération Chartres Métropole
(mise en conformité des compétences)





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'EURE-ET-LOIR

PREFECTURE

Direction des relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'Intercommunalité, du Conseil et du Contrôle de Légalité

**Arrêté portant modification des statuts
de la communauté d'agglomération Chartres Métropole
Mise en conformité des compétences**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-17 et L.5216-1 et suivants ;

Vu l'article 68 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2907 du 20 décembre 1999 portant transformation du District de Chartres en Communauté d'Agglomération de Chartres ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2010-0899 du 3 novembre 2010, n° 2011360-0013 du 26 décembre 2011, n° 2012060-0008 du 29 février 2012 et n° 2012191-0002 du 9 juillet 2012 portant extension du périmètre de la Communauté d'Agglomération Chartres Métropole ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 1158 du 17 juillet 2002, n° 2005-0459 du 24 mai 2005, n° 2005-0470 du 5 août 2005, n° 2006-0675 du 14 juin 2006, du 2006-1140 du 6 décembre 2006, n° 2007-0484 du 4 mai 2007, n° 2011364-0009 du 30 décembre 2011, n° 2012075-0001 du 15 mars 2012, n° 2013119-0004 du 29 avril 2013, n° DRCL-BICCL-2015154-0001 du 3 juin 2015 et n° DRCL-BICCL-2016085-0002 du 24 mars 2016 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Chartres Métropole ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL-BICCL-2016298-0001 du 24 octobre 2016 portant ajout de la compétence « Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques » ;

Vu la délibération n° CC2016/082 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole en date du 26 septembre 2016 approuvant la modification des statuts du groupement, et notamment la mise en conformité des compétences prévue à l'article 68 I de la loi NOTRe ;

Vu les délibérations de tous les conseils municipaux des communes membres approuvant la modification susvisée des statuts de la Communauté d'Agglomération de Chartres ;



Considérant que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales sont respectées ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Conformément à l'article 68.I de la loi NOTRé du 7 août 2015, il est pris acte de la mise en conformité des compétences qui entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

L'article 4 des statuts est ainsi rédigé :

« Article 4 - COMPETENCES

Compétences obligatoires :

« 1° En matière de développement économique :

- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du CGCT ;
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;
- organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

3° En matière d'équilibre social de l'habitat :

- programme local de l'habitat ;
- politique du logement d'intérêt communautaire ;
- actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire .

4° En matière de politique de la ville :

- animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire ;
- dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

6° Aménagement, entretien et gestion des aires de stationnement des gens du voyage. »

Compétences optionnelles :

1° Assainissement ;

2° Eau ;

3° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

4° Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

5° Action sociale d'intérêt communautaire . »

Compétences supplémentaires :

- Elaboration et mise en œuvre du plan vert ;
- Entretien de l'Eure et de ses affluents sur le territoire de l'agglomération;
- Gestion et entretien des vallées selon l'inventaire joint en annexe;
- Participation aux dépenses de gestion induites par la présence de l'hôpital sur la commune du Coudray ;
- Etudes et actions concernant l'intérêt et la mise en œuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sur le territoire de l'agglomération ;
- Constitution de réserves foncières ;
- Entretien des chemins ruraux constituant un maillage cohérent du territoire communautaire tels que précisé selon inventaire joint en annexe;
- Transport et accueil des élèves des écoles maternelles et primaires au complexe aquatique et patinoire pour l'enseignement de la natation ;
- Gestion d'un équipement de production et de livraison de repas à destination de ses membres et des établissements publics qui leur sont rattachés;
- Création, aménagement, entretien et gestion des installations et réseaux d'électricité, d'éclairage public, de gaz, de chaleur, de télécommunication, haut-débit et numérique ainsi que des services, installations et unités de production associés.
- Installation de bornes de recharge pour véhicules électrique.
- Lutte contre l'incendie et secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales. »

Article 2 : Les statuts annexés au présent arrêté se substituent aux statuts précédents.

Article 3 : En application des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans, dans les deux mois à compter de sa notification.

Article 4 : Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir, M. le Directeur Départemental des Finances Publiques d'Eure et Loir et M. le Président de la communauté d'agglomération Chartres Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le

23 DEC. 2016

Le Préfet,

Nicolas QUILLET

ANNEXE

Communauté d'Agglomération Chartres Métropole

Statuts

PREAMBULE

Depuis 2001, une logique de coopération intercommunale s'est développée sur le bassin de vie chartrain et les passerelles jetées entre le monde rural et le monde urbain ont été gage d'efficacité, de solidarités élargies et renforcées. Elles ont trouvé à s'exprimer autour d'un projet de territoire (le SCoT), définissant les grandes lignes d'un développement équilibré et durable. Une vraie communauté de destin s'est ainsi mise en marche, faisant émerger de nouvelles ambitions, au service de tous.

2011 a constitué une première étape décisive dans la structuration de ce territoire commun en permettant le regroupement de l'Orée de Chartres, du Val de l'Eure et de la communauté d'agglomération de Chartres au sein d'une nouvelle « Chartres métropole ». Cette démarche a été confortée par l'arrivée de 10 nouvelles communes en 2012.

Dans le prolongement de cette démarche, et conformément à la réflexion engagée par le Préfet d'Eure et Loir dans le cadre de l'élaboration du Schéma Départemental de Coopération intercommunale (S.D.C.I.), les élus de Chartres Métropole et de la Communauté de Communes du Bois Gueslin ont fait leur le projet de fusion des deux communautés.

C'est en s'appuyant sur cette volonté partagée de mise en cohérence des politiques publiques, d'amélioration des services rendus à la population et de défense de l'intérêt général que le représentant de l'Etat propose la mise en œuvre de cette fusion qui va donner naissance à une nouvelle communauté d'agglomération forte de 47 communes, au service de 123 478 habitants.

DISPOSITIONS STATUTAIRES

I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er - COMPOSITION

Il est créé entre les communes de Amilly, Bailleau l'Evêque, Barjouville, Berchères les Pierres, Berchères Saint Germain, la Bourdinière Saint Loup, Briconville, Challet, Champhol, Chartres, Chauffours, Cintray, Clévilliers, Coltainville, Corancez, Le Coudray, Dammarie, Dangers, Fontenay sur Eure, Francourville, Fresnay le Comte, Fresnay le Gilmert, Gasville Oisème, Gellainville, Houville la Branche, Jouy, Lèves, Lucé, Luisant, Mainvilliers, Meslay le Grenet, Mittainvilliers-Vérigny, Mignièrès, Morancez, Nogent le Phaye, Nogent sur Eure,

Ollé, Poisvilliers, Prunay le Gillon, Saint Aubin des Bois, Saint Georges sur Eure, Saint Prest, Sours, Thivars, Vers les Chartres, Voise une communauté d'agglomération dénommée :

"CHARTRES METROPOLE"

Article 2 - SIEGE

Le siège de CHARTRES METROPOLE est fixé à CHARTRES - Hôtel de Ville –Place des halles.

Article 3 - DUREE

CHARTRES METROPOLE est créée pour une durée illimitée.

Article 4 - COMPETENCES

La communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

Compétences obligatoires :

1° En matière de développement économique :

- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ;
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;
- organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

3° En matière d'équilibre social de l'habitat:

- programme local de l'habitat ;
- politique du logement d'intérêt communautaire ;
- actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

4° En matière de politique de la ville dans la communauté :

- animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de

- développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire ;
- dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
 - élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
 - programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

6° Aménagement, entretien et gestion des aires de stationnement des gens du voyage .

Compétences optionnelles :

1° Assainissement ;

2° Eau ;

3° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie: lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

4° Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

5° Action sociale d'intérêt communautaire.

Compétences supplémentaires :

- élaboration et mise en œuvre du plan vert ;
- entretien de l'Eure et de ses affluents sur le territoire de l'agglomération ;
- gestion et entretien des vallées selon l'inventaire joint en annexe ;
- participation aux dépenses de gestion induites par la présence de l'hôpital sur la commune du Coudray ;
- études et actions concernant l'intérêt et la mise en œuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sur le territoire de l'agglomération ;
- constitution de réserves foncières ;
- entretien des chemins ruraux constituant un maillage cohérent du territoire communautaire tels que précisé selon inventaire joint en annexe ;
- transport et accueil des élèves des écoles maternelles et primaires au complexe aquatique et patinoire pour l'enseignement de la natation ;
- gestion d'un équipement de production et de livraison de repas à destination de ses membres et des établissements publics qui leur sont rattachés ;
- création, aménagement, entretien et gestion des installations et réseaux d'électricité, d'éclairage public, de gaz, de chaleur, de télécommunication, haut-débit et numérique ainsi que des services, installations et unités de production associés ;
- installation de bornes de recharge pour véhicules électrique ;
- lutte contre l'incendie et secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales.

II - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 5 - CONSEIL DE CHARTRES METROPOLE

Il est attribué automatiquement un Conseiller à chaque commune.

Il est attribué en plus à chaque commune un nombre de Conseillers égal à celui de sa population, divisé par 2250, arrondi à l'entier le plus proche.

Si l'addition des Conseillers Communautaires donne un nombre pair, un Conseiller supplémentaire est attribué à la commune ayant le ratio Conseiller par habitant le plus faible.

Chaque commune dispose également d'un ou plusieurs délégués suppléants. Le nombre de délégués suppléants de chaque commune est égal à 30 % du nombre de délégués titulaires, arrondi à l'entier le plus proche, avec un minimum d'un délégué suppléant.

La population prise en compte pour le calcul est la population légale totale (avec double compte) telle qu'elle résulte du recensement de la population.

Article 6 - BUREAU DE CHARTRES METROPOLE

Le Conseil de la Communauté élit en son sein un bureau composé :

- d'un président ;
- de vice-présidents ;
- et éventuellement de membres .

La composition du bureau est fixée par le Conseil de Communauté par délibération à la majorité simple.

Article 7 - AGENT COMPTABLE

Les fonctions de receveur de CHARTRES METROPOLE sont exercées par le Trésorier Principal de Chartres-municipale.

Vu pour être annexés à l'arrêté du **23 DEC. 2016**

Le Préfet,

Nicolas QUILLET

ANNEXES

Gestion et entretien des vallées Inventaire

SAINT GEORGES SUR EURE : Grande Vallée, Vallée Renault, Vallée du Bois des Vaux, Vallée des Lavoirs

NOGENT SUR EURE : Vallée d'Oisemont, Vallée du Bois des Vaux, Ravin d'Hauville

MESLAY LE GRENET : Vallée d'Oisemont, Fossé de Meslay, Vallée de la Fontaine, Vallée de Luçon, Vallée de la Butte des Chênes

FRESNAY LE GILMERT : Vallée Doullay, Vallée Bonne Herbe, Vallée du Diable, Vallée des Joncs, Vallée Louis 14

FONTENAY SUR EURE : Vallée des Joncs, Vallée Euroval (aval), Emissaire de Maindreville, Amont Moulin de Guervilliers, Aval club hippique

CINTRAY : Vallée de Saint Aubin, Grande Vallée

BRINCONVILLE : Vallée Berg Op Zoom, Pont Louis 14, Vallée Doullay

BAILLEAU L'EVEQUE : vallée n°4 de Bergopson et des Joinvilliers, Vallée n°5 des Grandes Noues, Vallée n°5a de la Voie Creuse, Vallée n°5b de la Croix, Vallée Mathias, Vallée Riche – Vallée du Carcan

AMILLY : Vallée du Bourg, Vallée de Luisant, Vallée de Mondonville, Vallée de la Noue

Entretien des chemins ruraux Inventaire

BERCHERES LA MAINGOT : C.R de « Chartres à Berchères la Maingot ».

BERCHERES LES PIERRES : Chemin de Brétigny, chemin de la Croix Doléans, Chemin de Chartres à Berchères les Pierres, Chemin de la Herse .

COLTAINVILLE : Chemin de secours n°35 dit du Champs Perdu, CR n°30 de Coltainville à Jouy, CR n°31 de Gasville à Soulaire, CR n°1 de Senainville à Jouy, CR dit des 3 Muïds, CR n°51 dit latéral à la voie, CR n°75 de la route de Soulaire à Jouy, CR n°74 dit latéral à la voie.

GASVILLE : CR n°50 dit chemin de la Vallée du Pré, CR n°53 dit Chemin des Rabats, CR n°23 de St Prest à Nogent le Phaye, CR n°57 de Gasville à St Prest .

GELLAINVILLE : CR n°2 dit Chemin Doux et de la Saussaye, Chemin Rural n°31 dit de Chartres à Berchères les Pierres, CR n°18 dit des Fiburiées, CR n°23 dit des Terres Cailles, n° 22 dit des Marais, n° 20 dit Chemin Haut .

JOUY : CR n°8 des Moulins Neufs, CR n°1 de Picdais, CR n°19 du Cimetière, CR n° 21 de la Dalonne, CR n°23 de la Folie, CR n°28 de la Brèche de Froid Vent, CR n°26 de Machefert, CR n°56 des Prés, CR n°63 des Vaux Roussins, CR n°50 de Chartres à Epernon, CR n°45 de Jouy à Coltainville, CR n°75 des Moulins Neufs à la Roche, CR n°40.

MORANCEZ : CR n°14 de Morancez à Chamblay (partie Ouest), CR n° 16 dit des Mottes Blanches, CR n°15 dit des Bléreaux, CR n°14 de Morancez à Chamblay (Partie Est), CR n°20 dit de la Grande Motte (Arrivée sur D29 en limite de Berchères les Pierres).

NOGENT LE PHAYE : à Gauche CR n°64, Droite CR n°48, Droite CR n°55, Droite CR Droite n°8, Gauche CR n°3, Droite CR n°10, Droite CR n°11, Gauche voie communale n°1, Droite CR 12.

POISVILLIERS : CR n°27 dit de Leluet, CR n°22 de Chartres à Berchères la Maingot.

CHALLET : Chemin de Tréon à Chartres dit Chemin TRONAT ou TRONARD, CR n° 6 de l'état de reconnaissance de 1 936 m longueur totale de 3 607 mètres.

SOURS : circuit reliant Nogent le Phaye (Les Murgets) Sours (Brétigny, La Saussaye) et Gellainville (Bonville).